

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

**ARRÊTE PRÉFECTORAL COMPLEMENTAIRE PORTANT MODIFICATION DES
CONDITIONS
D'EXPLOITATION DE LA SAS MAYOLY INDUSTRIE,
EXPLOITANT DES ACTIVITÉS DE PRODUCTION, STOCKAGE
ET DISTRIBUTION DE MÉDICAMENTS DE MÉDECINE GÉNÉRALE
sur la commune de Dreux**

AIOT : 0100.00073

**Le Préfet d'Eure-et-Loir,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU la Directive 2011/92/UE du Parlement Européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

VU la Directive 2012/18/UE relative à maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses, modifiant puis abrogeant la Directive 96/82/CE du conseil, communément appelée « Directive SEVESO3 » ;

VU le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 181-1 à L. 181-4, L. 511-1, L. 512-1, L. 513-1, R. 181-1, R. 513-1 et R. 513-2 ;

VU la nomenclature des installations classées annexée à l'article R. 511-9 du Code de l'environnement, et notamment les rubriques 1510, 1185, 2910 et 4733 ;

VU la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du Code de l'environnement ;

VU la Loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les Administrations ;

VU le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de Monsieur Hervé JONATHAN, en qualité de Préfet d'Eure-et-Loir, à compter du 21 août 2023 ;

VU l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, en particulier les annexes V et VIII relatives aux dispositions applicables aux installations existantes soumises à enregistrement ;

VU l'arrêté ministériel du 04 août 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 1185, en particulier l'annexe I relative aux dispositions applicables aux installations existantes ;

VU l'arrêté ministériel du 29 février 2016 relatif à certains fluides frigorigènes et aux gaz à effet de serre fluorés ;

VU l'arrêté ministériel du 03 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910, en particulier l'annexe II-b relative aux dispositions applicables aux installations de combustion existantes ;

VU l'arrêté ministériel du 30 octobre 2007 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 4733, en particulier l'annexe V relative aux dispositions applicables aux installations existantes ;

VU l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du Code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 relatif à la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion ;

VU l'arrêté ministériel du 22 juin 1998 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables ou combustibles et de leurs équipements annexes ;

VU l'arrêté du 23 mars 2022 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin Seine-Normandie et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant ;

VU l'arrêté préfectoral n°574 du 22 avril 1999 autorisant la société BEAUFOUR IPSEN INDUSTRIE à exploiter, en régularisation, une unité de fabrication de produits pharmaceutiques implantée en zone industrielle Les Châtelets, rue Ethe Virton sur la commune de Dreux ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 janvier 2008 mettant à jour la situation administrative de la société BEAUFOUR IPSEN INDUSTRIE et autorisant la détention et l'utilisation de sources radioactives ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 avril 2011 portant modification des conditions d'exploitation de la société BEAUFOUR IPSEN ;

VU la demande du 08 juillet 2015 présentée par la société BEAUFOUR IPSEN INDUSTRIE qui sollicite le bénéfice d'antériorité du classement de son site ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 02 août 2017 actant le bénéfice des droits acquis de la société BEAUFOUR IPSEN ;

VU la déclaration d'antériorité du 01 avril 1987 relative aux prescriptions techniques de l'entrepôt de stockage BSE 1 ;

VU le dossier de porter à connaissance en date du 27 novembre 2023 déposé par la société BEAUFOUR IPSEN INDUSTRIE demandant de modifier l'aménagement du site localisé zone industrielle des Châtelets, rue Ethe Virton sur la commune de Dreux et les conditions d'exploitation des activités de l'établissement ;

VU la demande formulée par la société BEAUFOUR IPSEN INDUSTRIE dans son dossier de porter à connaissance de bénéficier d'un aménagement partiel aux prescriptions générales de l'arrêté ministériel du 03 août 2018 susvisé (rubrique 2910 soumise à déclaration) ;

VU la déclaration de changement d'exploitant au profit de la société MAYOLY INDUSTRIE à compter du 1^{er} février 2025 avec reprise totale des activités précédemment exercées par la société BEAUFOUR IPSEN INDUSTRIE ;

VU les avis exprimés par les différents services et organismes consultés ;

VU la communication au demandeur du rapport et des propositions de l'inspection des installations classées, par mail du 12 mai 2026 conformément aux dispositions de l'article R. 512-46-17 du Code de l'environnement ;

VU l'avis en date du 21 mai 2026 du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours duquel l'exploitant a été entendu ;

VU l'absence d'observations formulées par l'exploitant sur ce projet d'arrêté préfectoral dans le délai imparti ;

VU l'arrêté n°A2025-009 du 11 septembre 2025 de l'Agglo du Pays de Dreux portant autorisation de déversement des eaux usées au bénéfice de la SAS MAYOLY INDUSTRIE ;

VU l'arrêté préfectoral n°101-2024 du 28 novembre 2024, portant délégation de signature au profit de Madame Agnès BONJEAN, Secrétaire Générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir ;

CONSIDÉRANT que la demande de bénéfice d'antériorité du 08 juillet 2015 de la société BEAUFOUR IPSEN INDUSTRIE a été instruite dans le cadre d'une procédure de modification d'une autorisation environnementale ;

CONSIDÉRANT que par arrêté préfectoral complémentaire du 02 août 2017, le bénéfice des droits acquis a été accordé à la société BEAUFOUR IPSEN INDUSTRIE ;

CONSIDÉRANT que le projet présenté par l'exploitant dans son dossier de porter à connaissance en date du 16 novembre 2023 consiste à la séparation physique du site partagé par les entités MAYOLY INDUSTRIE et IPSEN PHARMSCIENCES en deux activités distinctes ;

CONSIDÉRANT que la demande précise que le site sera, en cas d'arrêt définitif de l'installation, dévolu à l'usage industriel ;

CONSIDÉRANT que l'examen des caractéristiques du projet eu égard aux critères mentionnés à l'annexe de l'article R. 122-3-1, notamment par rapport à la localisation du projet et à la sensibilité environnementale des zones géographiques susceptibles d'être

affectées et au cumul des incidences du projet avec celles d'autres projets d'installations, ouvrages ou travaux, ne conduit pas à conclure à la nécessité de soumettre le projet à évaluation environnementale systématique ou à un examen au cas par cas ;

CONSIDÉRANT l'étude de dangers en particulier l'analyse des risques établie par la SAS MAYOLY INDUSTRIE ;

CONSIDÉRANT en particulier que le site se situe en zone d'activité et que les terrains mitoyens sont à usage industriel et commercial ;

CONSIDÉRANT que le projet présenté par la SAS MAYOLY INDUSTRIE n'entraîne pas de modifications substantielles et constitue en outre un projet de modification entrant dans le champ d'une autorisation environnementale ;

CONSIDÉRANT que les demandes, exprimées par la SAS MAYOLY INDUSTRIE, d'aménagement des prescriptions générales de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 (article 1.6.5-annexe II) et de l'arrêté ministériel susvisé du 03 août 2018 (article 2.1-annexe I) ne remettent pas en cause la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement, sous réserve du respect des prescriptions des articles du présent arrêté ;

CONSIDÉRANT au vu du dossier de porter à connaissance susvisé, l'exploitant s'engage notamment à :

- réaliser une autosurveillance de la qualité des eaux usées et des eaux industrielles rejetées dans le réseau d'assainissement public, et ce en respect des valeurs limites d'émission imposées par les autorisations de déversement accordées à la société MAYOLY INDUSTRIE par l'Agglo du Pays de Dreux ;
- mettre en œuvre des mesures organisationnelles ainsi que des moyens de prévention et de protection nécessaires à la maîtrise des risques liés à ses activités.

CONSIDÉRANT que les circonstances locales au regard notamment de l'antériorité de l'implantation du site nécessitent les prescriptions particulières suivantes pour la protection des intérêts listés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement en particulier les articles 9.2.1, 9.2.2 et 9.2.3 ;

CONSIDÉRANT que l'impact résiduel des modifications concerne la protection des biens sous la responsabilité de la SAS MAYOLY INDUSTRIE ;

SUR proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir ;

ARRÊTE

TITRE I PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

Article 1.1.1. EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La société MAYOLY INDUSTRIE (SIRET 542 950 118 00068), dont le siège social est situé rue Ethe Virton – 28100 Dreux est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de Dreux, Zone industrielle des Châtelets, rue Ethe Virton (coordonnées Lambert 93 : X = 581122 et Y = 6850487), les installations détaillées dans les articles suivants.

Article 1.1.2. MODIFICATIONS ET COMPLÉMENTS APPORTÉS AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS

L'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral n°574 du 22 avril 1999 accordant à la société BEAUFOUR IPSEN INDUSTRIE l'autorisation initiale d'exploiter ainsi que l'arrêté préfectoral complémentaire du 02 août 2017 actant le bénéfice des droits acquis sont maintenus en l'état.

Le présent arrêté annule et remplace les arrêtés préfectoraux complémentaires suivants, qui sont abrogés :

- l'arrêté préfectoral n°574 du 22 avril 1999 susvisé (à l'exception de l'article 1^{er}) ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 janvier 2008 mettant à jour la situation administrative la société BEAUFOUR IPSEN INDUSTRIE et autorisant la détention et l'utilisation de sources radioactives ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 avril 2011 portant modification des conditions d'exploitation de la société BEAUFOUR IPSEN.

Article 1.1.3. LOCALISATION ET SURFACE OCCUPÉE PAR LES INSTALLATIONS

Les installations autorisées sont situées sur la commune et parcelles suivantes :

Commune	Sections	Parcelles cadastrales
Dreux	AK	0102, 0133, 0141
	AM	0455, 0456, 0457, 0458, 0459, 0460, 0465, 0467, 0469, 0472
	AN	0202, 0204

La superficie totale du terrain d'assiette est d'environ 121 633 m².

Article 1.1.4. CONSISTANCE DES INSTALLATIONS

Le site exploité par la société MAYOLY INDUSTRIE est constitué des bâtiments et ouvrages suivants :

Secteur Ouest :

- BSE 1 : Entrepôt de stockage de produits finis
BSE 2 : Entrepôt de stockage de matières premières et d'articles de conditionnement
Bât. 3 : Fabrication et conditionnement de poudres

Local motopompe et cuve de sprinklage

Secteur Est :

- Bât. 1 : Fabrication et conditionnement de solutés
Bât. 4 : Bureaux
Bât. 3 : Fabrication et conditionnement de poudres
Bât. 5 : RDC Production d'eau osmosée
Conditionnement divers (gélules)
Maintenance
Laboratoires

Bât. 5 : étage Laboratoires de contrôle
 Bât. 6 : Fabrication et conditionnement de gélules et de comprimés
 Bât. 8 : Fabrication et conditionnement de poudres
 Bât. 12 Restaurant d'entreprise, salles de réunion et Comité d'entreprise,
 (Atrium) bureaux

Un container de stockage de solvants situé dans la cour technique
 Un container de stockage d'arômes situé dans la cour technique
 Deux cuves aériennes d'éthanol de 10 m³ chacune situées dans la cour technique
 Une cuve d'azote liquide réfrigéré située dans la cour technique
 Chaufferie principale
 Zone d'entreposage des déchets désignée « Lambert »

1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

Article 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Les installations relèvent du régime de l'enregistrement prévu à l'article L. 512-7 du Code de l'environnement et du régime de la déclaration prévu à l'article L. 512-8 du même code, au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous.

Rubrique	Alinéa	Régime ⁽¹⁾	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation autorisée	Volume autorisé ⁽²⁾	Critère de classement	Seuil du critère de classement
1510 (*)	2-b	E	Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes)	Bâtiments BSE 1 et BSE 2	65 000 m ³	Volume de l'entrepôt	Supérieur ou égal à 50 000 m ³ mais inférieur à 900 000 m ³
1185	2-a	DC	Emploi de gaz à effet de serre fluorés ou de substances qui appauvrissent la couche d'ozone	Équipements frigorifiques et climatiques clos en exploitation de capacité unitaire supérieure à 2 kg	640 kg	Quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente	Supérieure ou égale à 300 kg
2910	A-2	DC	Installations de combustion consommant exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls	Bâtiment 1 (Secteur Est) : • 1 chaudière gaz de 4,6 MW • 1 chaudière gaz de 2,5 MW • 1 groupe électrogène : 0,2 MW	7,3 MW	Puissance thermique nominale totale	Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW

			lourds, de la biomasse...				
4733	2	D	Cancérogènes : substances et mélanges nommément désignés en concentration supérieure à 5 % en poids	1,2 dibromoéthane utilisé au Contrôle Qualité	6,5 kg	Quantité susceptible d'être présente	Supérieur ou égale à 1 kg mais inférieure à 400 kg

(1) Régime : E (enregistrement), D (déclaration), DC (déclaration avec contrôle périodique)

(2) Volume : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées en référence à la nomenclature des installations classées.

(*) Activités incluses dans la rubrique 1510 :

- Rubrique n°1530 : papier, carton ou matériaux combustibles analogues
- Rubrique n°1532-2 : bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et mentionnés à la rubrique 2910-A [...]
- Rubrique n°2662 : polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques)
- Rubrique 2663-1 : pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères à l'état alvéolaire ou expansé
- Rubrique 2663-2 : pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères dans les autres cas.

L'établissement est également concerné par les rubriques 2260, 2515, 2925, 4110, 4240, 4331, 4715, 4718, 4719 et 4734 (régime non-classé).

Article 1.2.2. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature loi sur l'eau

Les installations au droit du terrain d'assiette de l'unité de fabrication de produits pharmaceutiques relèvent du régime de la déclaration prévu à l'article L. 214-3-II du Code de l'environnement au titre des Installations, Ouvrages, Travaux et Activité (article R. 214-1 du Code de l'environnement).

Rubrique	Libellé de la rubrique	Régime	Nature et volume des activités
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau : (D) projet soumis à Déclaration.	Déclaration	3 forages (n° BRGM : 0216-4X-0001 / 0216-4X-0049 / 0216-4X-0072) et 8 piézomètres présents dans le périmètre MAYOLY INDUSTRIE
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux	Déclaration	Surface

	douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha (A) 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D)		imperméabilisée dans le périmètre MAYOLY INDUSTRIE après projet : • Constructions = 1,63 ha • Voiries et parking = 3,55 ha Total = 5,18 ha
--	--	--	---

L'établissement est également concerné par la rubrique 1.1.2.0 avec un volume total de prélèvements en eau de forage inférieur à 10 000 m³/an (régime non classé).

Article 1.2.3. STATUT DE L'ÉTABLISSEMENT

L'établissement n'est ni Seveso seuil haut, ni Seveso seuil bas, tant par dépassement direct d'un seuil tel que défini au point I de l'article R. 511-11 du Code de l'environnement, que par règle de cumul en application du point II de ce même article.

1.3 CONFORMITÉ AUX DOSSIERS, PLANS ET DONNÉES TECHNIQUES

Les aménagements, installations, ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, ils respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

1.4 PÉRIMÈTRE D'ÉLOIGNEMENT

Les parois externes des cellules de l'entrepôt (ou les éléments de structure dans le cas d'un entrepôt ouvert) sont suffisamment éloignées des stockages extérieurs et des zones de stationnement susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie pouvant se propager à l'entrepôt.

La distance entre les parois externes des cellules de l'entrepôt et les stockages extérieurs susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie n'est pas inférieure à 10 mètres.

Cette distance peut être réduite à 1 mètre :

- si ces parois, ou un mur interposé entre les parois et les stockages extérieurs, sont REI 120, et si leur hauteur excède de 2 mètres les stockages extérieurs ;
- ou si les stockages extérieurs sont équipés d'un système d'extinction automatique d'incendie.

Cette disposition n'est pas applicable aux zones de préparation et réception de commandes ainsi qu'aux réservoirs fixes relevant de l'arrêté du 3 octobre 2010, disposant de protections incendies à déclenchement automatique dimensionnés conformément aux dispositions des articles 43.3.3 ou 43.3.4 de l'arrêté du 3 octobre 2010. Cette disposition n'est également pas applicable si l'exploitant justifie que les effets thermiques de 8 kW/m² en cas d'incendie du stockage extérieur ne sont pas susceptibles d'impacter l'entrepôt.

Pour les installations existantes et les installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est antérieur au 1^{er} janvier 2021, cette disposition est applicable à compter du 1^{er} janvier 2025.

Pour ces installations, cette distance peut également être réduite à 1 mètre, si le stockage extérieur est équipé d'une détection automatique d'incendie déclenchant la mise en œuvre de moyens fixes de refroidissement installés sur les parois externes de l'entrepôt. Le déclenchement automatique n'est pas requis lorsque la quantité maximale, susceptible d'être présente dans le stockage extérieur considéré, est inférieure à 10 m³ de matières ou produits combustibles et à 1 m³ de matières, produits ou déchets inflammables.

1.5 MODIFICATION ET CESSATION D'ACTIVITÉ

Article 1.5.1. MODIFICATION DU CHAMP DE L'AUTORISATION

En application des articles L. 181-14 et R. 181-45 du Code de l'environnement, le bénéficiaire de l'autorisation peut demander une adaptation des prescriptions imposées par l'arrêté. Le silence gardé sur cette demande pendant plus de deux mois à compter de l'accusé de réception délivré par le préfet vaut décision implicite de rejet.

Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

Tout autre modification notable apportée au projet doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

Article 1.5.2. MISE A JOUR DE L'ÉTUDE DE DANGERS ET DE L'ÉTUDE D'IMPACT

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification substantielle telle que prévue aux articles R. 181-46 et R. 515-98 du Code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

Article 1.5.3. ÉQUIPEMENTS ABANDONNÉS

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

Article 1.5.4. TRANSFERT SUR UN AUTRE EMPLACEMENT

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.1.4 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou d'enregistrement ou déclaration.

Article 1.5.5. CHANGEMENT D'EXPLOITANT

En application des articles L. 181-15 et R. 181-47 du Code de l'environnement, lorsque le bénéfice de l'autorisation est transféré à une autre personne, le nouveau bénéficiaire en fait la déclaration au préfet dans les trois mois qui suivent ce transfert.

Article 1.5.6 CESSATION D'ACTIVITÉ

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est le suivant : usage industriel.

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. La notification prévue indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1 du Code de l'environnement, des terrains concernés du site.

La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :

- l'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ;
- des interdictions ou limitations d'accès ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux ;
- en tant que de besoin, les opérations engagées dans le cadre de la mise en sécurité s'accompagnent de mesures de gestion temporaires ou de restrictions d'usage temporaires.

En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon l'usage prévu au premier alinéa du présent article ou conformément à l'article R. 512-46-26 du Code de l'environnement.

1.6 RÉGLEMENTATION

Article 1.6.1. RÉGLEMENTATION APPLICABLE

Sans préjudice des dispositions de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous (liste non exhaustive) :

- Arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Arrêté ministériel du 04 août 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 1185 ;
- Arrêté ministériel du 29 février 2016 relatif à certains fluides frigorigènes et aux gaz à effet de serre fluorés ;
- Arrêté ministériel du 03 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 ;
- Arrêté ministériel du 02 octobre 2009 relatif au contrôle des chaudières dont la puissance nominale est supérieure à 400 kilowatts et inférieure à 20 mégawatts ;
- Arrêté ministériel du 30 octobre 2007 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 4733 ;

- Arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets ;
- Arrêté du ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Arrêté du ministériel du 27 décembre 2018 relatif à la prévention, à la réduction et à la limitation des nuisances lumineuses ;
- Arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du Code de l'environnement ;
- Arrêté ministériel du 31 mars 1980 relatif à la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion ;
- Arrêté ministériel du 22 juin 1998 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables ou combustibles et de leurs équipements annexes.

Article 1.6.2. RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATION

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice :

- des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression ;
- des schémas, plans et autres documents de planification approuvés.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

TITRE II GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

Article 2.1.1. OBJECTIFS GÉNÉRAUX

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter le prélèvement et la consommation d'eau ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation

rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

Article 2.1.2. CONSIGNES D'EXPLOITATION

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

2.2 INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE

Article 2.2.1. PROPRETÉ

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets...

Des dispositifs d'arrosage, de lavage de roues [...] sont mis en place en tant que de besoin.

Article 2.2.2. ESTHÉTIQUE

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté et exempts de sources potentielles d'incendie. Des écrans de végétation sont mis en place, si cela est possible.

Pour l'entretien des surfaces extérieures de son site (parkings, espaces verts, voies de circulation...), l'exploitant met en œuvre des bonnes pratiques, notamment en ce qui concerne le désherbage.

Un schéma d'aménagement relatif à l'esthétique du site est établi et tenu régulièrement à jour.

2.3 DANGER OU NUISANCE NON PRÉVENU

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du préfet par l'exploitant.

2.4 INCIDENTS OU ACCIDENTS

Article 2.4.1. DÉCLARATION ET RAPPORT

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les

substances dangereuses en cause s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

Conformément à l'article R. 512-69 du Code de l'environnement, la déclaration et le rapport d'accident ou d'incident sont adressés sous forme dématérialisée d'une téléprocédure. Les informations relatives aux installations mentionnées à l'article R. 517-1, ainsi que les informations susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L. 124-4 et au II de l'article L. 124-5, demeurent transmises sous une forme non dématérialisée permettant d'en assurer la confidentialité.

Les dépenses occasionnées par les analyses, campagnes de mesure, interventions d'urgence, remises en état, consécutives aux accidents ou incidents indiqués ci-dessus, sont à la charge de l'exploitant.

2.5 PROGRAMME D'AUTOSURVEILLANCE

Article 2.5.1. PRINCIPE ET OBJECTIFS DU PROGRAMME D'AUTOSURVEILLANCE

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'autosurveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en termes de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto surveillance.

Article 2.5.2. MESURES COMPARATIVES

Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'autosurveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L. 514-5 et L. 514-8 du Code de l'environnement. Conformément à ces articles, l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser ou faire réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol et des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyse sont à la charge de l'exploitant. Les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives.

Article 2.5.3. ANALYSE ET TRANSMISSION DES RÉSULTATS D'AUTOSURVEILLANCE

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise notamment celles de son programme d'autosurveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

Les résultats de l'autosurveillance, notamment des rejets aqueux, sont transmis par l'exploitant par le biais de l'application internet GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquente).

2.6 DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

Article 2.6.1. RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier initial de demande d'autorisation ;
- les plans tenus à jour ;
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

2.7 DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

Article 2.7.1. RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS A TRANSMETTRE A L'INSPECTION

L'exploitant transmet à l'inspection les documents suivants :

Articles	Documents à transmettre
Article 1.5.1	Modification des installations
Article 1.5.2	Mise à jour de l'étude de dangers et de l'étude d'impact
Article 1.5.5	Changement d'exploitant
Article 1.5.6	Cessation d'activité
Article 2.4.1	Déclaration des accidents et incidents
Article 2.5.3	Résultats d'autosurveillance
Article 2.8.1	Bilan environnemental annuel
Article 5.1.8	Déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets
Article 6.2.3	Autosurveillance des niveaux sonores
Article 7.2.3	Information préventive des exploitants des autres installations

2.8 BILANS PERIODIQUES

Article 2.8.1. BILAN ENVIRONNEMENTAL ANNUEL

L'exploitant adresse au Préfet, par télédéclaration (via GEREP), au plus tard le 31 mars de chaque année, un bilan annuel portant sur l'année précédente, notamment de la production de déchets dangereux, lorsque la quantité dépasse le seuil fixé par le ministre chargé de l'inspection des installations classées.

TITRE III PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

Article 3.1.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations pour limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites.

Les installations de traitement d'effluents gazeux sont conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents.

Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

Article 3.1.2. POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique.

Les incidents ayant entraîné des rejets dans l'air non conformes ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre.

Article 3.1.3. ODEURS

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publiques.

Article 3.1.4. VOIES DE CIRCULATION

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc...), et convenablement nettoyées,
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin,
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

Les moteurs des véhicules en stationnement sur le site, en cours de chargement ou de déchargement, doivent sauf impossibilité technique être mis à l'arrêt pour limiter les émissions de gaz d'échappement dans l'atmosphère.

3.2 CONDITIONS DE REJET

Article 3.2.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible.

Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit. La dilution des rejets atmosphériques est interdite.

Les ouvrages de rejet permettent une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, sont aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier, les dispositions des normes NF 44-052 et EN 13284-1, ou toute autre norme européenne ou internationale équivalente en vigueur à la date d'application du présent arrêté, sont respectées.

Les installations de manipulation, transvasement, transport, stockage de produits pulvérulents (polyéthylène glycol, argiles notamment) sont munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envois de poussières. Ces dispositifs sont raccordés à des installations de dépoussiérage.

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions sont également prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement sont contrôlés périodiquement ou en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces contrôles sont portés sur un registre, éventuellement informatisé, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.

Article 3.2.2. CONDUITS ET INSTALLATIONS RACCORDÉES

Installations raccordées	Puissance thermique nominale (en MW)	Année de construction	Combustible	Rendement minimal (en %)	Principe / Fluide caloporteur	Vitesse d'éjection maximale (en m/s)
1 chaudière C4000	4,6	1979	Gaz naturel	90,9	Tube de fumées/ Eau chaude	5
1 chaudière C2500	2,5	2013	Gaz naturel	93,5	Tube de fumées/ Eau chaude	5

Article 3.2.3. CONDITIONS GÉNÉRALES DE REJET

Les installations de combustion sont soumises aux dispositions :

- des articles R. 224-31 à R. 224-40, sur le contrôle périodique de l'efficacité énergétique, et R. 224-41-1 à R. 224-41-3, sur le contrôle des émissions polluantes, du Code de l'environnement,
- de l'arrêté ministériel du 03 août 2018 modifié susvisé.

Article 3.2.4. VALEURS LIMITES DE REJET ET SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS CANALISÉES

L'exploitant assure une surveillance des rejets visés à l'article 3.2.2 dans les conditions suivantes :

Paramètres	Valeur limite de rejet (concentration en mg/Nm ³)	Fréquence de surveillance
Oxydes d'Azote (Nox)	150	triennale
Monoxyde de Carbone (CO)	100	

Les concentrations et volumes de gaz sont rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs), rapportés à une teneur en O₂ de 3 %.

3.3 AUTOSURVEILLANCE DES REJETS DANS L'ATMOSPHERE

Article 3.3.1. AUTOSURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ATMOSPHÉRIQUES CANALISÉES OU DIFFUSES

Le calcul du rendement caractéristique est obligatoire pour toutes les chaudières d'une puissance nominale supérieure à 400 kW et inférieure à 20 MW ; la valeur est comparée aux valeurs minimales prescrites par les articles R. 224-23 à R. 224-25 du Code de l'environnement.

En application de l'article R. 224-28 du Code de l'environnement, l'exploitant est tenu de calculer au moment de chaque remise en marche de la chaudière, et au moins tous les trois mois pendant la période de fonctionnement, le rendement caractéristique de la chaudière dont il a la charge.

Les chaudières d'une puissance nominale supérieure à 400 kW et inférieure à 20 MW, alimentées par un combustible solide, liquide ou gazeux font l'objet d'un contrôle périodique de l'efficacité énergétique par un organisme accrédité dans les conditions prévues par l'article R. 224-37 du Code de l'environnement sauf s'il a conclu un contrat de performance énergétique dont les caractéristiques sont définies par arrêté du ministre chargé de l'énergie.

En application de l'article R. 224-35 du Code de l'environnement, la période entre deux contrôles périodiques de l'efficacité énergétique ne doit pas excéder deux ans pour les chaudières dont la puissance nominale est supérieure ou égale à 5 MW, et trois ans pour les autres. Les chaudières neuves font l'objet d'un premier contrôle périodique dans un délai de deux ans à compter de leur installation pour les chaudières dont la puissance nominale est supérieure à 5 MW, et dans un délai de trois ans pour les autres.

Pour les chaudières dont la puissance nominale est comprise entre 400 kW et 20 MW, une mesure de la teneur en oxydes d'azote (NO_x) dans les gaz rejetés à l'atmosphère est à réaliser en même temps que le contrôle périodique de l'efficacité énergétique, conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 02 octobre 2009.

En outre, les rejets atmosphériques des installations de combustion sont soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 03 août 2018 susvisé.

3.4 FLUIDES FRIGORIGÈNES ET GAZ A EFFET DE SERRE FLUORÉS

Les équipements contenant des gaz à effet de serre fluorés sont exploités et entretenus conformément aux prescriptions des arrêtés ministériels du 04 août 2014 et du 29 février 2016.

TITRE IV PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

L'implantation et le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du Code de l'environnement. Elle respecte les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux s'il existe.

La conception et l'exploitation de l'installation permettent de limiter la consommation d'eau et les flux polluants.

4.1 AUTOSURVEILLANCE DES REJETS DANS L'EAU

Article 4.1.1. ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite.

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée.

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Prélèvement maximal annuel (m³/an)
Réseau public AEP	44 383
Forages	5 946

Conformément aux dispositions de l'article 1.5.1 du présent arrêté, et en application des articles L. 181-14 et R. 181-45 du Code de l'environnement, le bénéficiaire de l'autorisation peut demander une adaptation des prescriptions imposées par l'arrêté. Le silence gardé sur cette demande pendant plus de deux mois à compter de l'accusé de réception délivré par le préfet vaut décision implicite de rejet.

Article 4.1.2. PROTECTION DES RÉSEAUX D'EAU POTABLE

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement, notamment au niveau de l'arrivée d'eau générale, de la chaufferie et de l'installation de sprinklage.

Les dispositifs de disconnexion ou tout autre équipement équivalent sont régulièrement entretenus et font l'objet d'un contrôle annuel de leur bon fonctionnement par un organisme compétent.

Article 4.1.3. PROTECTION DES OUVRAGES DE PRÉLÈVEMENT EN NAPPE

Les dispositions de l'article 4.1.2 ci-dessus sont applicables aux ouvrages de prélèvement en nappe en service dans l'établissement, pour lesquels la mise en œuvre de clapets anti retour est également admise.

Des dispositions sont prises pour prévenir toute introduction dans les forages de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses.

En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eau souterraines : en particulier le forage est comblé soigneusement avec des sables ou graviers siliceux et complété par un laitier de ciment sur environ 10 m pour la partie supérieure, afin d'isoler les différents aquifères et le sol.

La mise hors service d'un forage est portée à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation de l'impact hydrogéologique.

4.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

Article 4.2.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu à l'article 4.3.1 ou non conforme aux dispositions du chapitre 4.3 est interdit.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

Article 4.2.2. PLAN DES RÉSEAUX

Un schéma de tous les réseaux d'eaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire...) ;
- les secteurs collectés et les réseaux associés ;
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) ;
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Article 4.2.3. ENTRETIEN ET SURVEILLANCE

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes tuyauteries et canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Article 4.2.4. PROTECTION DES RÉSEAUX INTERNES A L'ÉTABLISSEMENT

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

Article 4.2.5. ISOLEMENT AVEC LES MILIEUX

Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et

actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Les eaux nécessaires au refroidissement des équipements de production évoluent en circuit fermé.

4.3 TYPE D'EFFLUENT, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU

Article 4.3.1. IDENTIFICATION DES EFFLUENTS

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- les eaux exclusivement pluviales non susceptibles d'être polluées (eaux de toiture : EPt),
- les eaux pluviales susceptibles d'être polluées (notamment les eaux de voiries, aires de stockage et quais de déchargement/chargement : EP),
- les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction),
- les eaux usées industriels polluées produits sur le site (notamment les eaux de lavages des sols, chariots et poubelles, des cuves de fabrication ainsi que des effluents issus de la production d'eau osmosée... : EI)
- les eaux usées domestiques (notamment les eaux provenant des sanitaires, les eaux de cantine... : EU).

Article 4.3.2. COLLECTE DES EFFLUENTS

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

En amont du séparateur d'hydrocarbures, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Sont interdits tous déversements, écoulements, rejets directs ou indirects d'effluents susceptibles d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé publique ainsi qu'à la conservation des sols, de la faune et de la flore, de nuire à la conservation des constructions et réseaux d'assainissement et au bon fonctionnement des installations d'épuration, de dégager en égout directement ou indirectement des produits toxiques ou inflammables, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

Article 4.3.3. GESTION DES OUVRAGES : CONCEPTION, DYSFONCTIONNEMENT

La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent

arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).

Article 4.3.4. ENTRETIEN ET CONDUITE DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre.

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.

Ces dispositifs de traitement sont entretenus par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les opérations de contrôle et de nettoyage des équipements sont effectuées à une fréquence adaptée.

Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 4.3.5. POINTS DE REJET

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

Référence des points de rejet	Nature des effluents	Circuit interne	Traitement avant rejet	Exutoire du rejet
Secteur Ouest				
n° 1	Eaux pluviales de toitures et de voiries	Avaloirs	Séparateur d'hydrocarbures	La Blaise
	Eaux pluviales de parking		-	
n° 2, 3, 4, 5, 6	Eaux pluviales de toitures	Avaloirs	-	La Blaise
n° 7, 8	Eaux pluviales de toitures et de voiries	Avaloirs	Séparateur d'hydrocarbures	La Blaise
n° 9	Eaux pluviales de toitures et de voiries	Avaloirs	Séparateur d'hydrocarbures	Ruisseau des Amourettes
n° 10	Eaux pluviales de toitures	Avaloirs	-	Ruisseau des Amourettes
n° 11	Eaux pluviales de toitures et de voiries	Avaloirs	-	Ruisseau des Amourettes

Secteur Est				
n° 12	Eaux pluviales de toitures et de voiries	Avaloirs	-	Ruisseau des Amourettes
Vers n° 13	Eaux pluviales de toitures et de voiries	Avaloirs	Séparateur d'hydrocarbures	Rivière des Châtelets
n° 14	Eaux pluviales de toitures et de voiries	Avaloirs	Séparateur d'hydrocarbures	Ruisseau des Amourettes
n° 15	Eaux pluviales de voiries	Avaloirs	Phytoépuration	Rivière des Châtelets
n° 16	Eaux pluviales de voiries	Avaloirs	Séparateur d'hydrocarbures	Rivière des Châtelets
Point unique EI et EU	- Eaux industrielles (eaux de lavages des sols, chariots et poubelles, des cuves de fabrication ainsi que des effluents provenant de la production d'eau osmosée...) issues des activités de MAYOLY INDUSTRIE	Station de neutralisation équipée d'une cuve de 25 m ³ semi-enterrée	Station d'épuration de Dreux	Rivière des Châtelets
Point unique EI et EU	- Eaux usées de MAYOLY INDUSTRIE	Séparateur de graisses pour les effluents issus du restaurant d'entreprise (bâtiment 12 Atrium)	Station d'épuration de Dreux	Rivière des Châtelets

4.4 CONCEPTION, AMÉNAGEMENT ET ÉQUIPEMENT DES OUVRAGES DE REJET

Article 4.4.1. CONCEPTION

Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci.

Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

Article 4.4.2. AMÉNAGEMENT DES POINTS DE PRÉLÈVEMENTS

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

Article 4.4.3. SECTION DE MESURE

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

4.5 CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DE L'ENSEMBLE DES REJETS

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Article 4.5.1. MESURES EN CONTINU DES REJETS INDUSTRIELS

Une mesure hebdomadaire est réalisée, par les moyens de l'autosurveillance, à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures proportionnellement au débit, pour les paramètres suivants : DCO, DBO₅, MEST, azote global et phosphore total.

Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes utilisées sont les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'eau dans les installations classées pour la protection de l'environnement publié au Journal Officiel ; d'autres méthodes équivalentes pourront être retenues en accord avec l'inspection des installations classées.

Les résultats de l'ensemble des mesures sont transmis mensuellement à l'inspection des installations classées accompagnés de commentaires écrits sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Au moins une fois par an, des mesures sont effectuées par un organisme agréé par le Ministère chargé de l'Environnement et portent sur les paramètres suivants :

DCO, DBO₅, MEST, N global, P total, Hydrocarbures totaux, Halogènes des composés organiques adsorbables (AOX) et métaux lourds (Cr VI, Cr total, Pb, Cu, Ni, Zn, Mn, Sn, Fe, Al, Cd, Hg) ; le compte-rendu d'analyses est transmis sans délai à l'inspection des installations classées.

Article 4.5.2. VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX EXCLUSIVEMENT PLUVIALES

Article 4.5.2.1 EAUX PLUVIALES NON POLLUÉES

Les eaux pluviales non souillées (eaux de toiture) ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique.

Article 4.5.2.2 EAUX PLUVIALES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE POLLUÉES

Les eaux épurées issues des débourbeurs séparateurs à hydrocarbures respectent, sans dilution, avant de rejoindre le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration maximales définies ci-après :

- pH compris entre 5,5 et 8,5 ;

- la couleur de l'effluent ne provoque pas de coloration persistante du milieu récepteur ;
- l'effluent ne dégage aucune odeur ;
- teneur en matières en suspension totale : 35 mg/l ;
- teneur en hydrocarbures totaux : 10 mg/l ;
- teneur chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) : inférieure à 300 mg/l ;
- teneur biochimique en oxygène sur effluent non décanté (DBO₅) : inférieure à 100 mg/l.

Référence des points de rejet vers le milieu récepteur définis à l'article 4.3.5 susvisé : n°1, 7, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 15 et 16.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées font l'objet de mesures (prélèvement et analyse au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

Article 4.5.3. TRAITEMENT DES EAUX PLUVIALES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE POLLUÉES

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs séparateurs d'hydrocarbures correctement dimensionnés ou tout autre dispositif d'effet équivalent. Le bon fonctionnement de ces équipements fait l'objet de vérifications au moins annuelles.

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

Article 4.5.4. VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX DOMESTIQUES

Les eaux domestiques sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur.

La collecte et le rejet des eaux domestiques font notamment l'objet de prescriptions particulières définies à l'article 9.2.1 du présent arrêté.

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux domestiques dans le milieu récepteur considéré les valeurs limites en concentration définies par l'arrêté n°A2025-009 du 11 septembre 2025 de l'Agglo du Pays de Dreux portant autorisation de déversement au bénéfice de la SAS MAYOLY INDUSTRIE :

Paramètres	Valeurs limites de concentration
Température maximale autorisée	30°C
pH compris	5,5 et 8,5
Potentiel d'oxydoréduction (E. H) supérieure à (par rapport à l'électrode hydrogène normale)	+ 100 mV
DBO ₅ avant décantation	800 mg/l
DCO avant décantation	2 000 mg/l
Rapport DCO/DBO	≤ 2,8

Matières en suspension	600 mg/l
Azote total (N)	100 mg/l
Phosphore total (P)	35 mg/l
Éléments concernés par la valorisation agricole des boues	
Zinc (Zn)	2,0 mg/l
Cuivre (Cu)	0,5 mg/l
Nickel (Ni)	0,25 mg/l
Plomb (Pb)	0,5 mg/l
Cadmium (Cd)	0,02 mg/l
Chrome 6 (Cr)	0,1 mg/l
Chrome 3 (Cr)	3,0 mg/l
Sélénium (Se)	0,05 mg/l
Autres paramètres organiques	
Huiles et graisses (SEC)	150 mg/l
Hydrocarbures totaux	10 mg/l
Détergents anioniques	10 mg/l
Détergents cationiques	3 mg/l
Phénols	1 mg/l
Substances organochlorées (AOX)	1 mg/l
Pesticides	0,05 mg/l
Solvants chlorés volatiles	0,05 mg/l
Hydrocarbures polycycliques aromatiques (HPA)	0,01 mg/l

Référence des points de rejet vers le milieu récepteur définis à l'article 4.3.5 susvisé : Point unique EU

Article 4.5.5. VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX INDUSTRIELLES

Les eaux résiduaires d'origine industrielle sont constituées des eaux de lavage des sols, des eaux de lavage des conteneurs et des cuves de fabrication ainsi que des effluents issus de la production d'eau osmosée Référence du point de rejet vers le milieu récepteur définis à l'article 4.3.5 susvisé : Point unique EI).

Les effluents peuvent être admis dans le réseau public de collecte des eaux usées de la zone d'activité, raccordé à la station d'épuration urbaine de l'agglomération drouaise, sous réserve d'une autorisation de raccordement au réseau public délivrée en application de l'article L. 1331-10 du Code de la santé publique par la collectivité à laquelle appartient le réseau, et définissant les conditions techniques de rejet.

Sans préjudice des conditions techniques de rejet stipulées dans l'autorisation de raccordement visée ci-dessus, les rejets d'eaux industrielles dans le réseau public de collecte sont astreints au respect des valeurs limites définies par la convention spéciale de déversement des eaux résiduaires industrielles de l'Agglo du Pays de Dreux.

Article 4.5.6. EAUX POLLUÉES

Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté.

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

4.6 AUTOSURVEILLANCE DES REJETS ET PRÉLÈVEMENTS

Article 4.6.1. RELEVÉ DES PRÉLÈVEMENTS D'EAU

Les installations de prélèvement d'eaux de toutes origines (réseau public de distribution et prélèvement en nappe) sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé mensuellement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé consultable par l'inspection.

Article 4.6.2. FRÉQUENCE ET MODALITÉS DE L'AUTOSURVEILLANCE DE LA QUALITÉ DES

REJETS INDUSTRIELS

Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les mesures sont effectuées selon les fréquences et modalités définies ci-après :

Hebdomadaire	Trimestrielle par un laboratoire accrédité	Annuelle par un laboratoire accrédité
Prélèvement sur 24 heures	Ponctuel	Ponctuel
<ul style="list-style-type: none">- Débit rejeté- Température- pH- MEST- DBO₅- DCO- Azote global- Phosphore total	<ul style="list-style-type: none">- Débit rejeté- Température- pH- MEST- DBO₅- DCO- Azote global- Phosphore total	<ul style="list-style-type: none">- MEST- DBO₅- DCO- Azote global- Phosphore total- Hydrocarbures totaux- Composés organiques halogénés (AOX)- Métaux lourds (Cr VI, Cr total, Pb, Cu, Ni, Zn, Mn, Sn, Fe, Al, Cd, Hg)

Par défaut, les méthodes d'analyse pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les ICPE sont celles définies dans l'avis sur les méthodes normalisées pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les ICPE le plus récent paru au bulletin officiel du Ministère de l'environnement.

TITRE V DÉCHETS

5.1 PRINCIPES DE GESTION

Article 5.1.1. LIMITATION DE LA PRODUCTION DE DÉCHETS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour :

- en priorité, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et améliorer l'efficacité de leur utilisation ;
- assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise en privilégiant, dans l'ordre :
 - a) la préparation en vue de la réutilisation,
 - b) le recyclage,
 - c) toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique,
 - d) l'élimination.

Cet ordre de priorité peut être modifié si cela se justifie compte tenu des effets sur l'environnement et la santé humaine, et des conditions techniques et économiques. L'exploitant tient alors les justifications nécessaires à disposition de l'inspection des installations classées.

- d'organiser le transport des déchets et de le limiter en distance et en volume selon un principe de proximité ;
- de contribuer à la transition vers une économie circulaire ;
- D'économiser les ressources épuisables et d'améliorer l'efficacité de l'utilisation des ressources ;
- d'assurer que la gestion des déchets se fait sans mettre en danger la santé humaine et sans nuire à l'environnement, notamment sans créer de risque pour l'eau, l'air, le sol, la faune ou la flore, sans provoquer de nuisances sonores ou olfactives et sans porter atteinte aux paysages et aux sites présentant un intérêt particulier.

Article 5.1.2. SÉPARATION DES DÉCHETS

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité.

Les déchets doivent être classés selon la liste unique de déchets prévue à l'article R. 541-7 du Code de l'environnement. Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du Code de l'environnement.

Les huiles usagées sont gérées conformément aux articles R. 543-3 à R. 543-15 du Code de l'environnement. Elles doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations de traitement). Dans l'attente de leur ramassage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les déchets d'emballage visés par les articles R. 543-66 à R. 543-72 du Code de l'environnement sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions des articles R. 543-128-1 à R. 543-131 du Code de l'environnement relatives à l'élimination des piles et accumulateurs usagés.

Les pneumatiques usagés sont gérés conformément aux dispositions des articles R. 543-137 à R. 543-151 du Code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations de traitement).

Les déchets d'équipements électriques et électroniques mentionnés et définis aux articles R. 543-171-1 et R. 543-171-2 sont enlevés et traités selon les dispositions prévues par les articles R. 543-195 à R. 543-200 du Code de l'environnement.

Les transformateurs contenant des PCB sont éliminés, ou décontaminés, par des entreprises agréées, conformément aux articles R. 543-17 à R. 543-41 du Code de l'environnement.

Les biodéchets produits font l'objet d'un tri à la source en vue de leur valorisation organique, conformément aux articles R. 543-225 à R. 543-227 du Code de l'environnement.

Article 5.1.3. CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS D'ENTREPOSAGE INTERNE DES DÉCHETS

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

L'évacuation ou le traitement des déchets entreposés doit être faite régulièrement et aussi souvent que nécessaire, de façon à limiter l'importance et la durée des stockages temporaires. La quantité de déchets entreposés sur le site ne doit pas dépasser la quantité mensuelle produite ou la quantité d'un lot normal d'expédition vers l'installation de traitement. En tout état de cause, le stockage temporaire ne dépasse pas un an.

Article 5.1.4. DÉCHETS GÉRÉS A L'EXTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT

L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du Code de l'environnement.

Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires (installations de traitement ou intermédiaires) des déchets sont régulièrement autorisées ou déclarées à cet effet.

Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.

Article 5.1.5. DÉCHETS TRAITÉS A L'INTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT

A l'exception des installations spécifiquement autorisées, tout traitement de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdit.

Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont interdits.

Les déchets constitués ou imprégnés de produits inflammables, dangereux ou toxiques sont conservés en attendant leur enlèvement dans des récipients clos. Ces récipients sont étanches, ou dispose, à proximité, des extincteurs ou moyens de neutralisation appropriés au risque.

Article 5.1.6. TRANSPORT DES DÉCHETS

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du Code de l'environnement.

Pour chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur, l'exploitant émet un bordereau électronique en utilisant la base de données électronique centralisée, dénommée « système de gestion des bordereaux de suivi de déchets » en application de l'article R. 541-45 du Code de l'environnement.

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R. 541-49 à R. 541-63 et R. 541-79 du Code de l'environnement relatives à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) est réalisée en conformité avec le règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

L'ensemble des documents démontrant l'accomplissement des formalités du présent article est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 5.1.7. AUTOSURVEILLANCE DES DÉCHETS

Conformément aux dispositions des articles R. 541-42 à R. 541-48 du Code de l'environnement relatifs au contrôle des circuits de traitement des déchets, l'exploitant tient à jour un registre chronologique de la production et de l'expédition des déchets dangereux établi conformément aux dispositions nationales et contenant au moins, pour chaque flux de déchets sortants, les informations suivantes :

- la date de l'expédition du déchet ;
- la nature du déchet sortant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'article R. 541-8 du Code de l'environnement) ;
- la quantité du déchet sortant ;
- le nom et l'adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié ;
- le nom et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du Code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;
- le cas échéant, le numéro de notification prévu par le règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts transfrontaliers de déchets ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive n° 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives.
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du Code de l'environnement.

Le registre peut être contenu dans un document papier ou informatique. Il est conservé pendant au moins trois ans et tenu à la disposition des autorités compétentes.

Article 5.1.8. DÉCLARATION ANNUELLE

L'exploitant déclare chaque année au ministre en charge des installations classées les déchets dangereux et non dangereux conformément à l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.

TITRE VI PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES, DES VIBRATIONS ET DES ÉMISSIONS LUMINEUSES

6.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 6.1.1. AMÉNAGEMENT

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

Article 6.1.2. VÉHICULES ET ENGIN

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R. 571-1 à R. 571-24 du Code de l'environnement, à l'exception des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments visés par l'arrêté du 18 mars 2002 modifié, mis sur le marché après le 4 mai 2002, soumis aux dispositions dudit arrêté.

Les moteurs des véhicules en stationnement sur le site, en cours de chargement ou de déchargement, doivent, sauf impossibilité technique, être mis à l'arrêt pour limiter les nuisances sonores.

Article 6.1.3. APPAREILS DE COMMUNICATION

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

6.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES

Article 6.2.1. VALEURS LIMITES D'ÉMERGENCE

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés du bruit ambiant (mesurés lorsque l'établissement est en fonctionnement) et les niveaux sonores correspondant au bruit résiduel (établissement à l'arrêt).

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Les points n°7, 8 et 9 qui servent de référence aux mesures sonores en zones à émergence réglementée (ZER) sont notamment définis sur le plan figurant à l'article 6.2.3 ci-après.

Article 6.2.2. NIVEAUX LIMITES DE BRUIT EN LIMITE D'EXPLOITATION

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

Période	Période de jour allant de 7 h à 22 h (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit allant de 22 h à 7 h (ainsi que les dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	60 dB(A)

Les horaires de fonctionnement des installations sont les suivants : du lundi au vendredi : 3 x 8 heures.

Les points n°2, 3, 4 et 5 qui servent de référence aux mesures sonores en limite de propriété de l'établissement sont notamment définis sur le plan figurant à l'article 6.2.3 ci-après.

Article 6.2.3. MESURES PERIODIQUES DES NIVEAUX SONORES

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée dans les trois mois après la mise en service de l'installation. L'exploitant fait ensuite réaliser, suivant une fréquence quinquennale, à ses frais, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées.

Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée. Les résultats des mesures réalisées sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

Les points servant de référence à ces mesures sont définis sur le plan ci-dessous.

- Mesures des niveaux de bruit en limite de propriété : points n°2, 3, 4 et 5,
- Mesures des niveaux d'émergence en ZER : points n°7, 8 et 9.



6.3 VIBRATIONS

Article 6.3.1 VIBRATIONS

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer Une nuisance pour celui-ci.

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

6.4 ÉMISSIONS LUMINEUSES

Article 6.4.1. ÉMISSIONS LUMINEUSES

De manière à réduire la consommation énergétique et les nuisances pour le voisinage, l'exploitant prend les dispositions suivantes :

- les éclairages intérieurs des locaux sont éteints une heure au plus tard après la fin de l'occupation de ces locaux
- les illuminations des façades des bâtiments ne peuvent être allumées avant le coucher du soleil et sont éteintes au plus tard à 1 heure.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux installations d'éclairage destinées à assurer la protection des biens lorsqu'elles sont asservies à des dispositifs de détection de mouvement ou d'intrusion.

L'exploitant du bâtiment doit s'assurer que la sensibilité des dispositifs de détection et la temporisation du fonctionnement de l'installation sont conformes aux objectifs de sobriété poursuivis par la réglementation, ceci afin d'éviter que l'éclairage fonctionne toute la nuit.

TITRE VII PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

7.1 PRINCIPES DIRECTEURS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

Article 7.1.1. CONTRÔLES PÉRIODIQUES DES MATÉRIELS DE SÉCURITÉ ET LUTTE CONTRE L'INCENDIE

Sans préjudice d'autres réglementations, l'exploitant fait notamment vérifier périodiquement par un organisme extérieur les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie selon la fréquence définie ci-dessous :

Type de matériel	Fréquence minimale de contrôle
Extincteurs	Annuelle
Robinetts incendie armés (RIA)	Annuelle
Système d'extinction automatique à eau (sprinkler)	Semestrielle
Installations de désenfumage	Annuelle
Portes coupe-feu	Annuelle
Détection incendie	Semestrielle
Détection gaz naturel	Annuelle
Séparateur d'hydrocarbures	Annuelle
Installations de protection contre la foudre	Annuelle
Installations électriques	Annuelle

Article 7.1.2. REGISTRE DE SÉCURITÉ INCENDIE

Tous les contrôles et vérifications concernant notamment les moyens de prévention, de détection et de lutte contre l'incendie, font l'objet d'une inscription sur un registre ouvert à cet effet consignant les mentions suivantes :

- date et nature des vérifications,
- personne ou organisme chargé de la vérification,
- motif de la vérification : vérification périodique ou suite à un incident, et dans ce cas nature et cause de l'incident.

Ce registre ainsi que les comptes-rendus de vérification sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

7.2 GÉNÉRALITÉS

Article 7.2.1. ÉTAT DES STOCKS DE PRODUITS DANGEREUX ET ÉTAT DES MATIÈRES STOCKÉES

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

Sans préjudice des dispositions du Code du travail, l'exploitant dispose, sur le site et avant réception des matières, des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et mélanges dangereux présents dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité. Les incompatibilités entre les substances et mélanges, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tiennent compte.

L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature (notamment phrases de risques ou mentions de danger), leur classement dans la nomenclature des installations classées, et la quantité des substances et mélanges dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ces documents sont conçus pour être facilement exploitables. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Article 7.2.2. ZONAGE DES DANGERS INTERNES A L'ÉTABLISSEMENT ET DISPOSITIONS **EN CAS D'INCENDIE**

En cas de sinistre, l'exploitant réalise un diagnostic de l'impact environnemental et sanitaire de celui-ci en application des guides établis par le ministère chargé de l'environnement dans le domaine de la gestion du post-accidentelle. Il réalise notamment des prélèvements dans l'air, dans les sols et le cas échéant les points d'eau environnants, afin d'estimer les conséquences de l'incendie en termes de pollution. Le préfet peut prescrire, d'urgence, tout complément utile aux prélèvements réalisés par l'exploitant.

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.

Il distingue 3 types de zones :

- les zones à risque permanent ou fréquent ;
- les zones à risque occasionnel ;
- les zones où le risque n'est pas susceptible de se présenter en fonctionnement normal ou n'est que de courte durée s'il se présente néanmoins.

Pour les zones à risque d'atmosphère explosive dues aux produits inflammables, l'exploitant définit :

- zone 0 : emplacement où une atmosphère explosive consistant en un mélange avec l'air de substances inflammables sous forme de gaz, de vapeur ou de brouillard est présente en permanence, pendant de longues périodes ou fréquemment ;
- zone 1 : emplacement où une atmosphère explosive consistant en un mélange avec l'air de substances inflammables sous forme de gaz, de vapeur ou de brouillard est susceptible de se présenter occasionnellement en fonctionnement normal ;
- zone 2 : emplacement où une atmosphère explosive consistant en un mélange avec l'air de substances inflammables sous forme de gaz, de vapeur ou de brouillard n'est pas susceptible de se présenter ou n'est que de courte durée, s'il advient qu'elle se présente néanmoins.

Pour les zones à risque d'atmosphère explosive dues aux poussières, l'exploitant définit :

- zone 20 : emplacement où une atmosphère explosive sous forme de nuage de poussières combustibles est présente dans l'air en permanence ou pendant de longues périodes ou fréquemment ;
- zone 21 : emplacement où une atmosphère explosive sous forme de nuage de poussières combustibles est susceptible de se présenter occasionnellement en fonctionnement normal ;
- zone 22 : emplacement où une atmosphère explosive sous forme de nuage de poussières combustibles n'est pas susceptible de se présenter en fonctionnement normal ou n'est que de courte durée s'il advient qu'elle se présente néanmoins.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.

Article 7.2.3. INFORMATION PRÉVENTIVE SUR LES EFFETS DOMINO EXTERNES

L'exploitant tient les exploitants d'installations classées voisines informés des risques d'accident majeurs identifiés dans son site dès lors que les conséquences de ces accidents majeurs sont susceptibles d'affecter lesdites installations.

Il transmet copie de cette information au Préfet et à l'inspection des installations classées. Il procède de la sorte lors de chacune des révisions de l'étude des dangers ou des mises à jour relatives à la définition des périmètres ou à la nature des risques.

Article 7.2.4. CONTRÔLE DES ACCÈS

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement. La surveillance des accès du site est assurée en permanence pendant les heures de travail.

L'aire d'emprise des installations est clôturée sur la totalité de son périmètre au moyen d'une clôture efficace dont les portails, dotés de serrure de sûreté, demeurent fermés à clef en l'absence du personnel d'exploitation.

Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir l'accès libre aux installations classées pour la protection de l'environnement.

Article 7.2.5. CIRCULATION DANS L'ÉTABLISSEMENT

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

Article 7.2.6. ALERTE INTERNE

Un ou plusieurs moyens de communication interne (lignes téléphoniques, réseaux, etc...) sont réservés à la gestion de l'alerte.

Des alarmes appropriées sont alors déclenchées pour alerter sans délai les personnes présentes dans l'établissement sur la nature et l'extension des dangers encourus.

Article 7.2.7. FORMATION DU PERSONNEL

L'ensemble, du personnel et notamment l'équipe d'intervention et les agents de gardiennage, est formé au maniement des moyens de secours (en particulier, extincteur et RIA) ; la formation et les exercices d'entraînement ont lieu à la fréquence minimale semestrielle, sont dispensés par un organisme ou une personne qualifiée. Les justificatifs de formation au maniement des moyens de secours et de réalisation des exercices de sécurité sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le site est parfaitement connu des agents de surveillance en tant qu'interlocuteurs privilégiés et guides des services de secours appelés à intervenir en cas de sinistre.

7.3 ACCESSIBILITÉ

Article 7.3.1. ACCESSIBILITÉ AU SITE

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes au bâtiment, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir l'accès dégagé en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées au plan de défense incendie défini à l'article 7.23 du présent arrêté.

L'accès au site est conçu pour pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours ou directement par ces derniers.

Article 7.3.2. VOIE ÉCHELLE

L'établissement est en permanence accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Une voie au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'établissement. Cette voie permet l'accès des engins de secours des sapeurs-pompiers et les croisements de ces engins.

- **Bâtiment 1 (secteur Est)** : Fabrication et conditionnement des solutés

L'accessibilité du bâtiment 1 est complétée sur sa façade Sud par la création d'une voie échelle le long du bâtiment 4 et jusqu'au bâtiment 2, en respectant les caractéristiques suivantes :

- largeur libre de la voie de 4 mètres minimum
- pente maximum 10 %
- résistance au poinçonnement de 100 kilos-newton sur une surface circulaire de 0,20 m de diamètre
- rayon intérieur minimum de 11 mètres
- sur largeur $S = 15/R$ dans les virages de rayon intérieur à 50 mètres.

- **Bâtiment BSE 1 (secteur Ouest)** : Stockage et expédition des produits finis

L'accessibilité du bâtiment BSE 1 est complétée par la création d'une voie échelle, répondant aux prescriptions énoncées ci-dessus, sur une deuxième façade du bâtiment de préférence le long de la rue Ethe Virton.

En cas d'impossibilité, l'espace situé entre les bâtiments BSE 1 et BSE 2 est aménagé selon les caractéristiques d'une voie d'échelle.

7.4 MESURES ORGANISATIONNELLES

Article 7.4.1. CONVENTION

Conformément à son dossier de porter à connaissance, l'exploitant s'engage à établir avec la société IPSEN PHARMSCIENCES une convention relatives aux obligations respectives et engagements réciproques pour la gestion des interfaces subsistant entre les deux entités. Cette convention comprendra à minima les points suivants :

- Accès des visiteurs d'Ipsen PharmSciences via le poste de garde situé dans le bâtiment 12 (Atrium) ;
- Accès des transporteurs au périmètre Ipsen PharmSciences depuis la rue Ethe Virton via l'entrée n° 8 et la voie d'accès située dans l'emprise MAYOLY INDUSTRIE ;
- Accès du personnel Ipsen PharmSciences au restaurant inter-entreprises situé dans le bâtiment 12 (Atrium) ;
- Contrôle et maintenance des installations de protection contre l'incendie demeurant partagées ou nécessaires à l'autre entité (sources et réseau Sprinkler, forages et poteaux incendies) ;
- Gestion du point de rejet Eaux pluviales commun aux deux entités ;
- Modalités d'accès aux réseaux et utilités d'une entité située dans le périmètre d'une autre et conditions d'intervention en cas de nécessité de travaux.

Article 7.4.2. DOCUMENTS A DISPOSITION DES SERVICES D'INCENDIE ET DE SECOURS

L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours :

- des plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie ;
- des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux.

Ces documents sont annexés au plan de défense incendie défini à l'article 7.23 du présent arrêté.

7.5 DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES

Article 7.5.1. COMPORTEMENT AU FEU

L'exploitant met en œuvre, pour chaque bâtiment concerné les dispositions constructives suivantes :

- Bâtiment 1 (secteur Est) : Fabrication et conditionnement des solutés

Assurer l'isolement de ce bâtiment par rapport à la chaufferie et aux bâtiments 4 et 5 par des murs et planchers hauts coupe-feu de degré 2 heures munis de ferme porte ou à

fermeture automatique. Les portes d'intercommunication sont coupe-feu de degré 1 heure munies de ferme porte ou à fermeture automatique.

- Bâtiment 4 (secteur Est) : Bureaux

Assurer l'isolement de ce bâtiment par rapport aux bâtiments 5 et 1 par des murs et planchers coupe-feu de degré 2 heures. Les portes d'intercommunication sont coupe-feu de degré 1 heure munies de ferme-porte ou à fermeture automatique.

- Bâtiment 5 en RDC et R+1 (secteur Est) : Laboratoires de contrôle et de développement analytique à l'étage et production conditionnement divers au rez-de-chaussée

Assurer l'isolement de ce bâtiment par rapport aux bâtiments 6, 4 et 1 par des murs et planchers coupe-feu de degré 2 heures. Les portes d'intercommunication sont coupe-feu de degré 1 heure munies de ferme-porte ou à fermeture automatique.

- Bâtiment 6 (secteur Est) : Fabrication et conditionnement de gélules et comprimés

Assurer l'isolement de ce bâtiment par rapport au bâtiment 5 par des murs et planchers coupe-feu de degré 2 heures. Les portes d'intercommunication sont coupe-feu de degré 1 heure munies de ferme-porte ou à fermeture automatique.

Article 7.5.2 DÉSENFUMAGE

Les locaux d'une superficie supérieure à 300 m² sont munis d'orifices de désenfumage conformément au Code du travail (bâtiments 1, 3, 5, 6 et 8) ; les commandes sont correctement signalées et identifiées.

Les systèmes de désenfumage sont vérifiés conformément aux dispositions de l'article 7.1.1. ci-dessus.

- Déclaration d'antériorité du 01 avril 1987 - Bâtiment BSE 1 (secteur Ouest) : Stockage et expédition des produits finis

La toiture comporte, sur au moins 0,5 % de sa surface totale, des exutoires de fumée et de chaleur à commande automatique et manuelle.

Les commandes sont facilement accessibles depuis les issues de secours, correctement signalées et identifiables.

Le dispositif de désenfumage est périodiquement contrôlé conformément à l'article 7.1.1. ci-dessus.

L'entrepôt est équipé d'un dispositif d'extinction automatique comportant, outre le réseau de toiture, deux nappes intermédiaires.

7.6 DIMENSIONS DES CELLULES

Les bâtiments BSE 1 et BSE 2 sont composés de cellules d'entreposage de matières ou produits combustibles munies d'un système d'extinction automatique d'incendie :

CARACTÉRISTIQUES DES BÂTIMENTS DE STOCKAGE			
	Nature des stockages	Nombre de cellules	Surface de stockage
BSE 1	Stockage de produits finis, matières premières	1	2 829 m ²

	et articles de conditionnement		
BSE 2	Stockage des matières premières et articles de conditionnement	1	1 504 m ²

7.7 MATIÈRES DANGEREUSES ET CHIMIQUEMENT INCOMPATIBLES

Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité.

De plus, les matières dangereuses sont stockées dans des cellules particulières dont la zone de stockage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques. Ces cellules particulières sont situées en rez-de-chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux et ne comportent pas de mezzanines.

Ces dispositions ne sont pas applicables dans les zones de préparation des commandes ou dans les zones de réception.

7.8 CONDITIONS DE STOCKAGE

Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.

Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.

Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante :

- 1°) Surface maximale des îlots au sol : 500 m² ;
- 2°) Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ;
- 3°) Largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum.

La hauteur de stockage des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage.

En présence d'un système d'extinction automatique compatible avec les produits entreposés, la hauteur de stockage en rayonnage ou en palettier, pour les liquides inflammables est limitée à :

- 7,60 mètres pour les récipients de volume strictement supérieur à 30 L et inférieur à 230 L ;
- 5 mètres par rapport au sol intérieur pour les récipients de volume strictement supérieur à 230 L ;
- la hauteur n'est pas limitée pour les autres matières dangereuses.

Stockage de liquides inflammables en contenants fusibles :

En application des dispositions de l'article III.1 « Interdiction de stockage en contenants fusibles » de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 susvisé :

A compter du 1^{er} janvier 2023, le stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L.

A compter du 1^{er} janvier 2026, le stockage de liquides inflammables non miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L en stockage couvert.

A compter du 1^{er} janvier 2026, le stockage de liquides inflammables miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 230 L en stockage couvert.

Ces interdictions ne sont pas applicables si le stockage est muni de moyens de protection contre l'incendie adaptés et dont le dimensionnement satisfait à des tests de qualification selon un protocole reconnu par le ministère chargé des installations classées.

Ces interdictions ne s'appliquent pas au stockage d'un récipient mobile ou d'un groupe de récipients mobiles d'un volume total ne dépassant pas 2 m³ dans une armoire de stockage dédiée, sous réserve que cette armoire soit REI 120, qu'elle soit pourvue d'une rétention dont le volume est au moins égal à la capacité totale des récipients, et qu'elle soit équipée d'une détection de fuite.

Les conditions de stockage des matières ou produits dangereux répondent aux critères définis dans le tableau ci-dessous :

			Inf. / Comb.	Inf. / Aéro.					Inf. / Env.
		Inf. / Comb.		Aéro. / Comb.					Env. / Comb.
		Inf. / Aéro.	Aéro. / Comb.						Aéro. / Env.
		Inf. / Env.	Env. / Comb.	Aéro. / Env.					

	Peuvent être stockés ensemble
	Peuvent être stockés ensemble sous certaines conditions
	Ne peuvent pas être stockés ensemble

Nota : Si un produit comporte plusieurs pictogrammes de dangers, prendre en compte l'ordre suivant : Explosif > Comburant > Inflammable > Corrosif > Toxique > Nocif > Irritant

Les récipients, fûts, et autres emballages ainsi que les réservoirs portent en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

7.9 STOCKAGE DE MATIÈRES SUSCEPTIBLES DE CRÉER UNE POLLUTION DU SOL OU DES EAUX

Tout stockage de matières liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention interne ou externe dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

Toutefois, lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal à :

- dans le cas de liquides inflammables (à l'exception des lubrifiants), 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas 800 litres minimum, ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

Cet alinéa ne s'applique pas aux stockages de substances et mélanges liquides visés par les rubriques 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747, 4755, 4748, ou 4510 ou 4511 pour le pétrole brut.

Des réservoirs ou récipients contenant des matières susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne sont pas associés à la même cuvette de rétention.

Ce point ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Le stockage des liquides inflammables ainsi que des autres produits toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, où assimilés, et pour les liquides inflammables dans les conditions énoncées par l'arrêté du 22 juin 1998 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables et de leurs équipements annexes.

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts).

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Les stockages de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.

Sauf exception motivée par des raisons de sécurité ou d'hygiène, les canalisations de transport de fluides dangereux à l'intérieur de l'établissement sont aériennes et repérées conformément aux normes en vigueur.

7.10 EAUX D'EXTINCTION INCENDIE

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

Les réseaux de collecte des effluents et des eaux pluviales de l'établissement sont équipés de dispositifs d'isolement visant à maintenir toute pollution accidentelle, en cas de sinistre, sur chacune des zones Est et Ouest du site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

7.11 DÉTECTION AUTOMATIQUE D'INCENDIE

La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées.

Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu.

Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.

L'exploitant inclut dans son dossier d'installation classée les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.

7.12 MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- des poteaux d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie, répartis de la façon suivante :
 - 4 poteaux incendie publics sur la rue Ethe Virton (n°1, 2, 3 et 11) ;
 - 1 poteau incendie public sur l'avenue du Général Leclerc (n°10) ;
 - 3 poteaux incendie privés couvrant le secteur Ouest du site (n°5, 6 et 9) ;
 - 3 poteaux incendie privés couvrant le secteur Est du site (n°4, 7 et 8).

L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie.

- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles

et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;

- de robinets d'incendie armés (RIA), situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé.

Le débit et la quantité d'eau nécessaires (volume nécessaire calculé : 270 m³/h, soit 540 m³ pendant 2 heures) sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition juin 2020), tout en étant plafonnés à 720 m³/h durant 2 heures.

L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

Les systèmes d'extinction automatique d'incendie sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique. La qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier d'installation classée.

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours. Les prescriptions susmentionnées sont notamment précisées à l'article 7.2.7 du présent arrêté (formation du personnel).

7.13 ÉVACUATION DU PERSONNEL

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt, l'exploitant organise un exercice d'évacuation. Il est renouvelé au moins tous les six mois sans préjudice des autres réglementations applicables.

7.14 INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES ET ÉQUIPEMENTS MÉTALLIQUES

Les installations électriques sont notamment conformes à la norme NFC 15-100.

L'éclairage de sécurité (évacuation, secours et balisage) est au minimum de type C conformément aux réglementations en vigueur.

L'équipement électrique doit être conforme à l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion (JO NC du 30 avril 1980).

Conformément aux dispositions du Code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées.

A l'exception des racks recouverts d'un revêtement permettant leur isolation électrique, les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations, racks) sont mis à la terre et interconnectés par un réseau de liaisons équipotentielles, conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.

7.15 PROTECTION CONTRE LA FOUDRE

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, doivent être protégées contre la foudre en application des dispositions de la section III de l'arrêté du 04 octobre 2010 susvisé.

A cet effet, une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.

L'analyse des risques foudre est basée sur une évaluation des risques et a pour objet d'évaluer le risque lié à l'impact de la foudre. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.

Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.

En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.

Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.

Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.

Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un État membre de l'Union européenne.

7.16 ÉCLAIRAGE

Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé.

Les appareils d'éclairage fixes ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation, ou sont protégés contre les chocs. Ils sont en toutes circonstances éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement.

Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend toute disposition pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule tous les éléments soient confinés dans l'appareil.

7.17 CHAUFFAGE

Article 7.17.1. CHAUFFERIE

La chaufferie est située dans un local exclusivement réservé à cet effet, extérieur à l'entrepôt ou isolé par une paroi au moins REI 120. Toute communication éventuelle entre le local et l'entrepôt se fait soit par un sas équipé de deux blocs-portes E 60 C, munis d'un ferme-porte, soit par une porte au moins EI2 120 C et de classe de durabilité C2 pour les portes battantes.

A l'extérieur de la chaufferie sont installés :

- une vanne sur la canalisation d'alimentation des brûleurs permettant d'arrêter l'écoulement du combustible ;
- un coupe-circuit arrêtant le fonctionnement de la pompe d'alimentation en combustible ;
- un dispositif sonore d'avertissement, en cas de mauvais fonctionnement des brûleurs, ou un autre système d'alerte d'efficacité équivalente.

Les installations de combustion sont assujetties au respect des prescriptions des arrêtés ministériels du 03 août 2018 et du 02 octobre 2009 relatif au contrôle des chaudières dont la puissance nominale est supérieure à 400 kilowatts et inférieure à 20 mégawatts.

Les appareils de combustion sont implantés de manière à prévenir tout risque d'incendie et d'explosion et à ne pas compromettre la sécurité du voisinage, intérieur et extérieur à l'installation. Par dérogation aux dispositions de l'article 2.1-annexe I de l'arrêté ministériel du 03 août 2018, l'exploitant est tenu de respecter les prescriptions particulières précisées à l'article 9.2.2.

Article 7.17.2. AUTRES MOYENS DE CHAUFFAGE

Le chauffage des entrepôts et de leurs annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent.

Les systèmes de chauffage par aérothermes à gaz sont autorisés lorsque l'ensemble des conditions suivantes est respecté :

- les aérothermes fonctionnent en circuit fermé ;
- la tuyauterie alimentant en gaz un aérotherme est située à l'extérieur de l'entrepôt et pénètre la paroi extérieure ou la toiture de l'entrepôt au droit de l'aérotherme afin de limiter au maximum la longueur de la tuyauterie présente à l'intérieur des cellules. La partie résiduelle de la tuyauterie interne à la cellule est située dans une gaine réalisée en matériau de classe A2 s1 d0 permettant d'évacuer toute fuite de gaz à l'extérieur de l'entrepôt ;
- la tuyauterie située à l'intérieur de la cellule n'est alimentée en gaz que lorsque l'appareil est en fonctionnement ;
- les tuyauteries d'alimentation en gaz sont en acier et sont assemblées par soudure. Les soudures font l'objet d'un contrôle initial par un organisme compétent, avant mise en service de l'aérotherme ;
- les tuyauteries d'alimentation en gaz à l'intérieur de chaque cellule sont en acier et sont assemblées par soudure en amont de la vanne manuelle d'isolement de l'appareil. Les soudures font l'objet d'un contrôle initial par un organisme compétent, avant mise en service de l'aérotherme ;
- les aérothermes et leurs tuyauteries d'alimentation en gaz sont protégés des chocs mécaniques, notamment de ceux pouvant provenir de tout engin de manutention ; les tuyauteries gaz peuvent être notamment placées sous fourreau acier ;

- toutes les parties des aérothermes sont à une distance minimale de deux mètres de toute matière combustible ;
- une mesure de maîtrise des risques est mise en place pour, en cas de détection de fuite de gaz (chute de pression dans la ligne gaz) ou détection d'absence de flamme au niveau d'un aérotherme, entraîner sa mise en sécurité par la fermeture automatique de deux vannes d'isolement situées sur la tuyauterie d'alimentation en gaz, de part et d'autre de la paroi extérieure ou de la toiture de l'entrepôt ;
- toute partie de l'aérotherme en contact avec l'air ambiant présente une température inférieure à 120 °C. En cas d'atteinte de cette température, une mesure de maîtrise des risques entraîne la mise en sécurité de l'aérotherme et la fermeture des deux vannes citées à l'alinéa précédent ;
- les aérothermes, les tuyauteries d'alimentation en gaz et leurs gaines, ainsi que les mesures de maîtrise des risques associés font l'objet d'une vérification initiale et de vérifications périodiques au minimum annuelles par un organisme compétent.

Dans le cas d'un chauffage par air chaud pulsé de type indirect produit par un générateur thermique, toutes les gaines d'air chaud sont entièrement réalisées en matériau de classe A2 s1 d0. En particulier, les canalisations métalliques, lorsqu'elles sont calorifugées, ne sont garnies que de calorifuges de classe A2 s1 d0. Des clapets coupe-feu sont installés si les canalisations traversent un mur entre deux cellules.

Le chauffage électrique par résistance non protégée est autorisé dans les locaux administratifs ou sociaux séparés ou isolés des cellules de stockage dans les conditions prévues au point 4 de cette annexe.

Les moyens de chauffage des postes de conduite des engins de manutention, s'ils existent, présentent les mêmes garanties de sécurité que celles prévues pour les locaux dans lesquels ils circulent.

Les moyens de chauffage des bureaux de quais, s'ils existent, présentent les mêmes garanties de sécurité que celles prévues pour les locaux dans lesquels ils sont situés.

7.18 NETTOYAGE DES LOCAUX

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés (au moins à fréquence hebdomadaire), notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières, et en règle générale, la présence de tout matériel qui n'est pas strictement indispensable au fonctionnement des installations. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits ou poussières et présenter les garanties correspondantes.

7.19 TRAVAUX DE RÉPARATION ET D'AMÉNAGEMENT

Dans les parties de l'installation présentant des risques, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après élaboration d'un document ou dossier comprenant les éléments suivants :

- la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;
- l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;
- les instructions à donner aux personnes en charge des travaux ;
- l'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence ;
- lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité.

Ce document ou dossier est établi, sur la base d'une analyse des risques liés aux travaux, et visé par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le document ou dossier est signé par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du Code du travail lorsque ce plan est exigé.

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique conforme aux dispositions précédentes. Cette interdiction est affichée en caractères apparents.

Une vérification de la bonne réalisation des travaux est effectuée par l'exploitant ou son représentant avant la reprise de l'activité. Elle fait l'objet d'un enregistrement et est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

7.20 CONTENU DU PERMIS D'INTERVENTION, DE FEU

Le permis rappelle notamment :

- les motivations ayant conduit à sa délivrance,
- la durée de validité,
- la nature des dangers,
- le type de matériel pouvant être utilisé,
- les mesures de prévention à prendre, notamment les vérifications d'atmosphère, les risques d'incendie et d'explosion, la mise en sécurité des installations,
- les moyens de protection à mettre en œuvre notamment les protections individuelles, les moyens de lutte (incendie, etc...) mis à la disposition du personnel effectuant les travaux.

Tous les travaux ou interventions sont précédés, immédiatement avant leur commencement, d'une visite sur les lieux destinée à vérifier le respect des conditions prédéfinies.

À l'issue des travaux et avant la reprise de l'activité, une réception est réalisée par l'exploitant ou son représentant et le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure pour vérifier leur bonne exécution, et l'évacuation du matériel de chantier : la disposition des installations en configuration normale est vérifiée et attestée. Certaines interventions prédéfinies, relevant de la maintenance simple et réalisée par le personnel de l'établissement peuvent faire l'objet d'une procédure simplifiée.

Les entreprises de sous-traitance ou de services extérieures à l'établissement n'interviennent pour tout travaux ou intervention qu'après avoir obtenu une habilitation de l'établissement.

L'habilitation d'une entreprise comprend des critères d'acceptation, des critères de révocation, et des contrôles réalisés par l'établissement. En outre, dans le cas d'intervention sur des équipements importants pour la sécurité, l'exploitant s'assure :

- en préalable aux travaux, que ceux-ci, combinés aux mesures palliatives prévues, n'affectent pas la sécurité des installations,
- à l'issue des travaux, que la fonction de sécurité assurée par lesdits éléments est intégralement restaurée.

7.21 CONSIGNES

Sans préjudice des dispositions du Code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes doivent notamment indiquer :

- l'interdiction de fumer ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, hormis, le cas échéant dans les bureaux séparés des cellules de stockages ;
- l'obligation du document ou dossier évoqué aux articles 7.19 et 7.20 ;
- les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts notamment) ;
- les mesures permettant de tenir à jour en permanence et de porter à la connaissance des services d'incendie et de secours la localisation des matières dangereuses, et les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 7.10 ;
- les moyens de lutte contre l'incendie ;
- les dispositions à mettre en œuvre lors de l'indisponibilité (maintenance...) de ceux-ci ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours.

7.22 INDISPONIBILITÉ TEMPORAIRE DU SYSTÈME D'EXTINCTION AUTOMATIQUE D'INCENDIE - MAINTENANCE

L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.

Ce registre, tenu à la disposition des installations classées, comporte les données suivantes :

- date et nature des vérifications techniques (installations électriques, installations de compression, générateurs de chaleur, etc...) ;
- personne ou organisme chargé de la vérification ;
- observations auxquelles les vérifications techniques, essais ou analyses ont donné lieu et les mesures prises pour y remédier.

L'exploitant définit les mesures nécessaires pour réduire le risque d'apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie.

Dans les périodes et les zones concernées par l'indisponibilité du système d'extinction automatique d'incendie, du personnel formé aux tâches de sécurité incendie est présent en permanence. Les autres moyens d'extinction sont renforcés, tenus prêts à l'emploi. L'exploitant définit les autres mesures qu'il juge nécessaires pour lutter contre l'incendie et

évacuer les personnes présentes, afin de s'adapter aux risques et aux enjeux de l'installation.

L'exploitant inclut les mesures précisées ci-dessus dans le plan de défense incendie défini à l'article 7.23 du présent arrêté.

7.23 PLAN DE DÉFENSE INCENDIE

Un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.

Le plan de défense incendie comprend :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ;
- les plans et documents prévus aux articles 4.2.2 et 7.4.4 du présent arrêté ;
- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, et le cas échéant l'attestation de conformité ;
- la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus à l'article 7.5.2 ;
- la localisation des interrupteurs centraux lorsqu'ils existent ;
- les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ;
- les mesures particulières prévues à l'article 7.22.

Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.

Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours. Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan opérationnel interne s'il existe. Il est tenu à jour.

Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

7.24 VÉHICULES – ENGINS DE CHANTIER

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

7.25 SURVEILLANCE ET CONTRÔLE DES ACCÈS

Une inspection de l'ensemble des installations est faite chaque jour ouvré, après la fin du travail, et avant la fermeture des locaux, par une personne désignée par l'exploitant.

En dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'entrepôt, une surveillance de l'établissement, par gardiennage ou/et télésurveillance, est mise en place en permanence afin de permettre notamment l'alerte des services d'incendie et de secours et, le cas échéant, de l'équipe d'intervention, ainsi que l'accès des services de secours en cas d'incendie, d'assurer leur accueil sur place et de leur permettre l'accès à tous les lieux.

Par ailleurs, des rondes sont périodiquement assurées par un gardien permanent, investi de cette seule mission. Les rondes sont réalisées avec pointage dans les zones de passage obligé préalablement définies par l'exploitant.

Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre aux installations classées pour la protection de l'environnement.

TITRE VIII PRÉVENTION DES RISQUES NATURELS

8.1 RISQUE INONDATION

Le Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI) de la vallée de la Blaise sur les communes de Dreux et Vernouillet a été prescrit par arrêté préfectoral n°2005-1092 du 09 novembre 2005 pour assurer la sécurité des personnes et de réduire la vulnérabilité des biens.

Les installations de la société MAYOLY INDUSTRIE sont implantées en zone d'aléa faible (secteur Ouest) et en zone d'aléa moyen définies par le PPRI.

L'altitude des équipements importants pour la sécurité est supérieure à la cote des plus hautes eaux connues. À défaut, ils doivent pouvoir exercer leurs fonctions, y compris en cas de submersion.

L'exploitant doit notamment respecter les prescriptions du Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI) susvisé et notamment les dispositions suivantes :

- Le stockage des produits, en particulier ceux susceptibles d'être polluants, doit être réalisé en récipients étanches et arrimés ou au-dessus de la cote des plus hautes eaux connues,
- Les orifices de remplissage doivent être étanches et les débouchés de tuyaux d'évents placés au-dessus de la cote des plus hautes eaux connues,
- Les citernes doivent être ancrées ou arrimées,
- Les dispositifs d'assainissement doivent être conçus et implantés de façon à en limiter l'impact négatif en cas de crue.

L'exploitant prend, en outre, toute disposition pour pouvoir, en cas de montée des eaux ou d'annonce de crue :

- Évacuer ou mettre hors d'atteinte les produits qui pourraient avoir un impact sur l'environnement,
- Évacuer tout le matériel mobile hors d'atteinte des eaux de crue,
- Arrêter et mettre en sécurité ses installations.

Des consignes de sécurité sont élaborées à cet effet et portées à la connaissance du personnel.

Chaque crue donnera lieu à des relevés des niveaux atteints, des conditions d'écoulements et des dégâts occasionnés.

TITRE IX AUTRES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES

9.1 AMÉNAGEMENT DES PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

En référence à la demande de l'exploitant (article R.512-46-5 du Code de l'environnement), les prescriptions de :

- l'article 1.6.5-annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;
- l'article 2.1 de l'arrêté ministériel du 03 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 ;

sont aménagées suivant les dispositions du chapitre 9.2 « Prescriptions particulières » du présent arrêté.

9.2 PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES

Article 9.2.1. EAUX DOMESTIQUES

En lieu et place de la phrase « *Les eaux domestiques sont collectées de manière séparative* » mentionnée à l'article 1.6.5-annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes :

Les eaux usées domestiques ainsi que les eaux industrielles (eaux de lavages des sols, chariots et poubelles, des cuves de fabrication ainsi que des effluents provenant de la production d'eau osmosée...) de la société MAYOLY INDUSTRIE sont collectées et rejetées dans le réseau public d'assainissement en vue d'être traitées par la station d'épuration de Dreux (point de référence du rejet vers le milieu récepteur défini à l'article 4.3.5 susvisé : Point unique EI et EU).

Article 9.2.2. RÈGLES D'IMPLANTATION DES APPAREILS DE COMBUSTION

En lieu et place des dispositions de l'article 2.1-annexe I de l'arrêté ministériel du 03 août 2018 susvisé « L'implantation des appareils satisfait aux distances d'éloignement [...] de 10 mètres des limites de propriété et [...] des immeubles habités ou occupés par des tiers [...] », l'exploitant respecte les prescriptions suivantes :

La chaufferie gaz du bâtiment 1 exploitée par la SAS MAYOLY INDUSTRIE est implantée à moins de 10 mètres des limites de propriété de la société IPSEN PHARMSCIENCES et du bâtiment n°2 occupé par cette même entité. Les distances sont mesurées en projection horizontale par rapport aux parois extérieures du local qui les abrite ou, à défaut, les appareils eux-mêmes.

Afin de limiter et de réduire les effets dangereux (incendie et/ou d'explosion) liés à l'exploitation de la chaufferie gaz du bâtiment n°1, MAYOLY INDUSTRIE s'engage à respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 03 août 2018 susvisé notamment en termes de contrôle, et d'entretien des appareils de combustion et de leurs équipements. Les mesures organisationnelles de prévention ainsi que les moyens de lutte contre l'incendie sont mis en place par MAYOLY INDUSTRIE conformément aux engagements décrits dans le porter à connaissance susvisé.

Les sociétés MAYOLY INDUSTRIE et IPSEN PHARMSCIENCES s'engagent mutuellement à s'informer de toute modification ou tout projet susceptible de faire évoluer les phénomènes dangereux pouvant les impacter.

Article 9.2.3. RÉSERVOIRS AÉRIENS DE STOCKAGE D'ÉTHANOL

Les réservoirs de stockage sont associés à une capacité de rétention étanche d'une capacité de 100 m³ répondant par ailleurs aux dispositions de l'article 7.9 ci-dessus. L'aire de dépotage des véhicules citernes est étanche et reliée à la capacité de rétention visée ci-dessus.

Deux dispositifs de détection de vapeurs d'éthanol, avec report d'alarme au poste de gardiennage, sont implantés dans la fosse de rétention.

Les installations électriques répondent aux prescriptions édictées à l'article 7.14. ci-dessus. En vue de maîtriser les risques liés aux effets de surpression en cas d'explosion du ciel gazeux de la cuve d'éthanol la plus proche du périmètre d'IPSEN PHARMSCIENCES, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes :

- les 2 cuves aériennes d'éthanol existantes de 30 m³ chacune situées dans la cour technique entre les bâtiments 1, 2, 6 et 8 sont remplacées par 2 cuves de 10 m³ unitaire dont la hauteur respective au-dessus des parois de la rétention existante sera de 1 mètre ;
- la rétention des 2 cuves aériennes d'éthanol d'un volume respectif de 10 m³ est séparée par un muret de 60 cm de hauteur entre les 2 cuves ;
- un mur coupe-feu 2 heures résistant à une surpression 140 mbar (hauteur 2 mètres) est installé au niveau de la limite de séparation des 2 entités MAYOLY INDUSTRIE et IPSEN PHARMSCIENCES (mur en angle : 10 mètres + 5 mètres).

TITRE X DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS – NOTIFICATION – PUBLICITÉ – EXÉCUTION

10.1 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

La décision peut être déférée à la juridiction administrative, le tribunal administratif d'Orléans situé 28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans :

1. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article [L. 511-1](#) dans un délai de 2 mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;
2. Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télé recours

citoyens » accessible par le site Internet <http://www.telerecours.fr>.

La présente décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai.

La décision peut faire l'objet d'un recours gracieux (adressé au Préfet d'Eure-et-Loir, Direction de la Citoyenneté – place de la République – 28019 CHARTRES Cedex) ou hiérarchique (adressé au ministre chargé des installations classées – Direction générale de la prévention des risques – Tour Pascal A et B Tour Sequoia – 92055 La Défense CEDEX), dans le délai de deux mois.

Tout recours (excepté le télé recours) doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

10.2 NOTIFICATION - PUBLICITÉ

La présente décision sera notifiée à l'exploitant.

En vue de l'information des tiers :

- 1) Une copie de l'arrêté est déposée à la Mairie de Dreux, commune d'implantation de l'installation et peut y être consultée.
- 2) Un extrait de cet arrêté est affiché en Mairie de Dreux pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire
- 3) L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article [R. 512-46-11](#) ;
- 4) L'arrêté sera publié sur le site internet de la Préfecture d'Eure-et-Loir pendant une durée minimale de 4 mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

10.3 EXÉCUTION

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir, Monsieur le Maire de Dreux, Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

CHARTRES, le

04 JUIN 2026

Le Préfet
Pour le Préfet,
Le Préfet,
La Secrétaire Générale


Agnès BONJEAN

Table des matières

TITRE I PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES.....	4
1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION.....	4
Article 1.1.1. EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION.....	4
Article 1.1.2. MODIFICATIONS ET COMPLÉMENTS APPORTÉS AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS.....	5
Article 1.1.3. LOCALISATION ET SURFACE OCCUPÉE PAR LES INSTALLATIONS.....	5
Article 1.1.4. CONSISTANCE DES INSTALLATIONS.....	5
1.2 NATURE DES INSTALLATIONS.....	6
Article 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES.....	6
Article 1.2.2. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE LOI SUR L'EAU.....	7
Article 1.2.3. STATUT DE L'ÉTABLISSEMENT.....	8
1.3 CONFORMITÉ AUX DOSSIERS, PLANS ET DONNÉES TECHNIQUES.....	8
1.4 PÉRIMÈTRE D'ÉLOIGNEMENT.....	8
1.5 MODIFICATION ET CESSATION D'ACTIVITÉ.....	9
Article 1.5.1. MODIFICATION DU CHAMP DE L'AUTORISATION.....	9
Article 1.5.2. MISE A JOUR DE L'ÉTUDE DE DANGERS ET DE L'ÉTUDE D'IMPACT.....	9
Article 1.5.3. ÉQUIPEMENTS ABANDONNÉS.....	9
Article 1.5.4. TRANSFERT SUR UN AUTRE EMPLACEMENT.....	9
Article 1.5.5. CHANGEMENT D'EXPLOITANT.....	9
Article 1.5.6 CESSATION D'ACTIVITÉ.....	10
1.6 RÉGLEMENTATION.....	10
Article 1.6.1. RÉGLEMENTATION APPLICABLE.....	10
Article 1.6.2. RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATION.....	11
TITRE II GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT.....	11
2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS.....	11
Article 2.1.1. OBJECTIFS GÉNÉRAUX.....	11
Article 2.1.2. CONSIGNES D'EXPLOITATION.....	12
2.2 INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE.....	12
Article 2.2.1. PROPRETÉ.....	12
Article 2.2.2. ESTHÉTIQUE.....	12
2.3 DANGER OU NUISANCE NON PRÉVENU.....	12
2.4 INCIDENTS OU ACCIDENTS.....	12
Article 2.4.1. DÉCLARATION ET RAPPORT.....	12
2.5 PROGRAMME D'AUTOSURVEILLANCE.....	13
Article 2.5.1. PRINCIPE ET OBJECTIFS DU PROGRAMME D'AUTOSURVEILLANCE.....	13
Article 2.5.2. MESURES COMPARATIVES.....	13
Article 2.5.3. ANALYSE ET TRANSMISSION DES RÉSULTATS D'AUTOSURVEILLANCE.....	14
2.6 DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION.....	14
Article 2.6.1. RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION.....	14
2.7 DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION.....	14
Article 2.7.1. RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS A TRANSMETTRE A L'INSPECTION.....	14
2.8 BILANS PERIODIQUES.....	15
Article 2.8.1. BILAN ENVIRONNEMENTAL ANNUEL.....	15
TITRE III PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE.....	15
3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS.....	15
Article 3.1.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	15
Article 3.1.2. POLLUTIONS ACCIDENTELLES.....	16
Article 3.1.3. ODEURS.....	16
Article 3.1.4. VOIES DE CIRCULATION.....	16
3.2 CONDITIONS DE REJET.....	16
Article 3.2.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	16
Article 3.2.2. CONDUITS ET INSTALLATIONS RACCORDÉES.....	17
Article 3.2.3. CONDITIONS GÉNÉRALES DE REJET.....	17
Article 3.2.4. VALEURS LIMITES DE REJET ET SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS CANALISÉES.....	17

3.3 AUTOSURVEILLANCE DES REJETS DANS L'ATMOSPHÈRE.....	18
Article 3.3.1. AUTOSURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ATMOSPHÉRIQUES CANALISÉES OU DIFFUSES.....	18
3.4 FLUIDES FRIGORIGÈNES ET GAZ A EFFET DE SERRE FLUORÉS.....	18
TITRE IV PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES.....	19
4.1 AUTOSURVEILLANCE DES REJETS DANS L'EAU.....	19
Article 4.1.1. ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU.....	19
Article 4.1.2. PROTECTION DES RÉSEAUX D'EAU POTABLE.....	19
Article 4.1.3. PROTECTION DES OUVRAGES DE PRÉLÈVEMENT EN NAPPE.....	19
4.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES.....	20
Article 4.2.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	20
Article 4.2.2. PLAN DES RÉSEAUX.....	20
Article 4.2.3. ENTRETIEN ET SURVEILLANCE.....	20
Article 4.2.4. PROTECTION DES RÉSEAUX INTERNES A L'ÉTABLISSEMENT.....	20
Article 4.2.5. ISOLEMENT AVEC LES MILIEUX.....	21
4.3 TYPE D'EFFLUENT, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU.....	21
Article 4.3.1. IDENTIFICATION DES EFFLUENTS.....	21
Article 4.3.2. COLLECTE DES EFFLUENTS.....	21
Article 4.3.3. GESTION DES OUVRAGES : CONCEPTION, DYSFONCTIONNEMENT.....	21
Article 4.3.4. ENTRETIEN ET CONDUITE DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT.....	22
Article 4.3.5. POINTS DE REJET.....	22
4.4 CONCEPTION, AMÉNAGEMENT ET ÉQUIPEMENT DES OUVRAGES DE REJET.....	23
Article 4.4.1. CONCEPTION.....	23
Article 4.4.2. AMÉNAGEMENT DES POINTS DE PRÉLÈVEMENTS.....	23
Article 4.4.3. SECTION DE MESURE.....	24
4.5 CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DE L'ENSEMBLE DES REJETS.....	24
Article 4.5.1. MESURES EN CONTINU DES REJETS INDUSTRIELS.....	24
Article 4.5.2. VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX EXCLUSIVEMENT PLUVIALES.....	24
Article 4.5.2.1 EAUX PLUVIALES NON POLLUÉES.....	24
Article 4.5.2.2 EAUX PLUVIALES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE POLLUÉES.....	24
Article 4.5.3. TRAITEMENT DES EAUX PLUVIALES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE POLLUÉES.....	25
Article 4.5.4. VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX DOMESTIQUES.....	25
Article 4.5.5. VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX INDUSTRIELLES.....	26
Article 4.5.6. EAUX POLLUÉES.....	27
4.6 AUTOSURVEILLANCE DES REJETS ET PRÉLÈVEMENTS.....	27
Article 4.6.1. RELEVÉ DES PRÉLÈVEMENTS D'EAU.....	27
Article 4.6.2. FRÉQUENCE ET MODALITÉS DE L'AUTOSURVEILLANCE DE LA QUALITÉ DES REJETS INDUSTRIELS.....	27
TITRE V DÉCHETS.....	27
5.1 PRINCIPES DE GESTION.....	27
Article 5.1.1. LIMITATION DE LA PRODUCTION DE DÉCHETS.....	28
Article 5.1.2. SÉPARATION DES DÉCHETS.....	28
Article 5.1.3. CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS D'ENTREPOSAGE INTERNE DES DÉCHETS.....	29
Article 5.1.4. DÉCHETS GÉRÉS A L'EXTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT.....	29
Article 5.1.5. DÉCHETS TRAITÉS A L'INTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT.....	29
Article 5.1.6. TRANSPORT DES DÉCHETS.....	30
Article 5.1.7. AUTOSURVEILLANCE DES DÉCHETS.....	30
Article 5.1.8. DÉCLARATION ANNUELLE.....	31
TITRE VI PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES, DES VIBRATIONS ET DES ÉMISSIONS LUMINEUSES.....	31
6.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	31
Article 6.1.1. AMÉNAGEMENT.....	31
Article 6.1.2. VÉHICULES ET ENGIN.....	31
Article 6.1.3. APPAREILS DE COMMUNICATION.....	31
6.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES.....	31
Article 6.2.1. VALEURS LIMITES D'ÉMERGENCE.....	31
Article 6.2.2. NIVEAUX LIMITES DE BRUIT EN LIMITE D'EXPLOITATION.....	32
Article 6.2.3. MESURES PERIODIQUES DES NIVEAUX SONORES.....	32

6.3 VIBRATIONS.....	33
Article 6.3.1 VIBRATIONS.....	33
6.4 ÉMISSIONS LUMINEUSES.....	33
Article 6.4.1. ÉMISSIONS LUMINEUSES.....	33
TITRE VII PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES.....	34
7.1 PRINCIPES DIRECTEURS.....	34
Article 7.1.1. CONTRÔLES PÉRIODIQUES DES MATÉRIELS DE SÉCURITÉ ET LUTTE CONTRE L'INCENDIE.....	34
ARTICLE 7.1.2. REGISTRE DE SÉCURITÉ INCENDIE.....	34
7.2 GÉNÉRALITÉS.....	34
Article 7.2.1. ÉTAT DES STOCKS DE PRODUITS DANGEREUX ET ÉTAT DES MATIÈRES STOCKÉES.....	35
Article 7.2.2. ZONAGE DES DANGERS INTERNES A L'ÉTABLISSEMENT ET DISPOSITIONS EN CAS D'INCENDIE.....	35
Article 7.2.3. INFORMATION PRÉVENTIVE SUR LES EFFETS DOMINO EXTERNES.....	36
Article 7.2.4. CONTRÔLE DES ACCÈS.....	36
Article 7.2.5. CIRCULATION DANS L'ÉTABLISSEMENT.....	36
Article 7.2.6. ALERTE INTERNE.....	36
Article 7.2.7. FORMATION DU PERSONNEL.....	37
7.3 ACCESSIBILITÉ.....	37
Article 7.3.1. ACCESSIBILITÉ AU SITE.....	37
Article 7.3.2. VOIE ÉCHELLE.....	37
7.4 MESURES ORGANISATIONNELLES.....	38
Article 7.4.1. CONVENTION.....	38
Article 7.4.2. DOCUMENTS A DISPOSITION DES SERVICES D'INCENDIE ET DE SECOURS.....	38
7.5 DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES.....	38
Article 7.5.1. COMPORTEMENT AU FEU.....	38
Article 7.5.2. DÉSENFUMAGE.....	39
7.6 DIMENSIONS DES CELLULES.....	39
7.7 MATIÈRES DANGEREUSES ET CHIMIQUEMENT INCOMPATIBLES.....	40
7.8 CONDITIONS DE STOCKAGE.....	40
7.9 STOCKAGE DE MATIÈRES SUSCEPTIBLES DE CRÉER UNE POLLUTION DU SOL OU DES EAUX.....	42
7.10 EAUX D'EXTINCTION INCENDIE.....	43
7.11 DÉTECTION AUTOMATIQUE D'INCENDIE.....	43
7.12 MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE.....	43
7.13 ÉVACUATION DU PERSONNEL.....	44
7.15 PROTECTION CONTRE LA FOUDRE.....	45
7.16 ÉCLAIRAGE.....	45
7.17 CHAUFFAGE.....	46
Article 7.17.1. CHAUFFERIE.....	46
Article 7.17.2. AUTRES MOYENS DE CHAUFFAGE.....	46
7.18 NETTOYAGE DES LOCAUX.....	47
7.19 TRAVAUX DE RÉPARATION ET D'AMÉNAGEMENT.....	47
7.20 CONTENU DU PERMIS D'INTERVENTION, DE FEU.....	48
7.21 CONSIGNES.....	49
7.22 INDISPONIBILITÉ TEMPORAIRE DU SYSTÈME D'EXTINCTION AUTOMATIQUE D'INCENDIE - MAINTENANCE.....	49
7.23 PLAN DE DÉFENSE INCENDIE.....	50
7.24 VÉHICULES – ENGINS DE CHANTIER.....	50
7.25 SURVEILLANCE ET CONTRÔLE DES ACCÈS.....	51
TITRE VIII PRÉVENTION DES RISQUES NATURELS.....	51
8.1 RISQUE INONDATION.....	51
TITRE IX AUTRES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES.....	52
9.1 AMÉNAGEMENT DES PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES.....	52
9.2 PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES.....	52
Article 9.2.1. EAUX DOMESTIQUES.....	52
Article 9.2.2. RÈGLES D'IMPLANTATION DES APPAREILS DE COMBUSTION.....	52
Article 9.2.3. RÉSERVOIRS AÉRIENS DE STOCKAGE D'ÉTHANOL.....	53
TITRE X DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS – NOTIFICATION – PUBLICITÉ – EXÉCUTION...53	

10.1 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS.....	53
10.2 NOTIFICATION - PUBLICITÉ.....	54
10.3 EXÉCUTION.....	54
ANNEXE : PÉRIMÈTRE DE L'INSTALLATION MAYOLY INDUSTRIE (ZONE BLEU).....	59

Annexe : Périmètre de l'installation MAYOLY INDUSTRIE (zone bleu)



